



**Conseil économique  
et social**

Distr.  
GÉNÉRALE

E/CN.4/Sub.2/2003/24  
26 juin 2003

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

---

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Sous-Commission de la promotion et de  
la protection des droits de l'homme  
Cinquante-cinquième session  
Point 5 de l'ordre du jour provisoire

**PRÉVENTION DE LA DISCRIMINATION**

**Discrimination fondée sur l'emploi et l'ascendance**

**Document de travail élargi présenté par M. Asbjørn Eide et M. Yozo Yokota  
conformément à la décision 2002/108\* de la Sous-Commission**

---

\* La nécessité de tenir des consultations supplémentaires explique la présentation tardive du présent rapport. L'annexe est publiée dans sa version originale uniquement.

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
Introduction.....	1 – 9	3
I. Quelques communautés touchées en dehors de l'Asie.....	10 – 43	4
A. Groupes professionnels endogames en Afrique de l'Ouest (forgerons, potiers, griots, etc.).....	10 – 14	4
B. Groupes de l'Afrique du Nord-Est (les Dime et autres groupes).....	15 – 19	5
C. Les Watta: anciens chasseurs-cueilleurs de l'Afrique du Nord-Est..	20 – 24	6
D. Les groupes <i>sab</i> de Somalie (Midgan-Madibhan, Tumal et Yibir) ..	25 – 30	7
E. Les Akhdam du Yémen .....	31 – 34	7
F. Les Osu en pays igbo .....	35 – 40	8
G. Les diasporas (en particulier de l'Asie du Sud, de l'Afrique de l'Ouest, de la Somalie et du Japon).....	41	8
H. Minorités ethniques victimes de discrimination liée à l'emploi ou l'ascendance .....	42 – 43	9
II. Caractéristiques communes à différents cas de discrimination fondée sur l'emploi et l'ascendance .....	44 – 47	9
A. Facteurs déterminants .....	45 – 51	9
B. Conséquences.....	52 – 56	11
III. Conclusions .....	57 – 58	12
IV. Recommandations .....	59 – 66	13
Annexe – Selected bibliography.....		15

## Introduction

1. À sa cinquante-deuxième session (résolution 2000/4), la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme a déclaré que la discrimination fondée sur l'emploi et l'ascendance était une forme de discrimination prohibée par les normes internationales relatives aux droits de l'homme et a décidé de confier à M. Rajendra Kalidas Wimala Goonesekere le soin d'établir, sans qu'il en résulte d'incidences financières, un document de travail sur le sujet aux fins:

a) De recenser les collectivités au sein desquelles la discrimination fondée sur l'emploi et l'ascendance continue d'être pratiquée;

b) D'étudier les mesures d'ordre constitutionnel, législatif et administratif en vigueur visant à abolir cette discrimination; et

c) De formuler, à la lumière de cet examen, toutes autres recommandations et propositions concrètes qui pourraient s'avérer appropriées pour éliminer effectivement une telle discrimination.

2. À sa cinquante-troisième session, la Sous-Commission a reçu et examiné le document de travail (E/CN.4/Sub.2/2001/16) présenté par M. Goonesekere conformément au mandat susdit. Dans ce document de travail, M. Goonesekere a précisé ceci:

«Cette étude est axée sur des pays d'Asie. Lorsque la Sous-Commission a débattu du projet, il a été dit que le problème étudié ne se bornait pas à l'Asie, qu'il se posait dans certaines régions d'Afrique et peut-être même en Amérique du Sud. Par manque de temps et parce qu'il ne disposait pas de la documentation nécessaire, l'auteur de cette étude n'a pas pu parler de la situation qui se présentait ailleurs qu'en Asie.»

3. Dans sa décision 2001/110, la Sous-Commission a décidé de confier à M. Goonesekere le soin d'établir un document de travail élargi sur la question de la discrimination fondée sur l'emploi et l'ascendance dans d'autres régions du monde.

4. À sa cinquante-quatrième session, M. Goonesekere n'ayant pas été réélu à la Sous-Commission et ne pouvant par conséquent remplir le mandat qui lui avait été confié, la Sous-Commission a adopté la décision 2002/108, dans laquelle elle a décidé de confier à M. Asbjørn Eide et à M. Yozo Yokota le soin d'établir le document de travail élargi.

5. Le présent rapport, qui vient compléter le document de travail établi par M. Goonesekere et doit être lu parallèlement à celui-ci, est présenté conformément à cette décision.

6. Dans ce document de travail, deux types de discrimination seront examinés: la discrimination liée à l'emploi et la discrimination liée à l'ascendance.

7. «L'emploi», dans le cadre de la présente étude, s'entend de la profession ou de l'activité de particuliers ou de groupes. «L'ascendance» fait référence à la lignée ou à l'origine familiale. Le présent document de travail élargi porte essentiellement sur les formes de discrimination fondées sur la combinaison des deux éléments: «emploi» et «ascendance». La notion de caste et la discrimination qui s'y attache entrent tout à fait dans le cadre de cette étude. Toutefois, le sens

et l'application du terme «caste» sont hautement controversés. Si les institutions sociales concernant lesquelles le terme «caste» est applicable relèvent indubitablement de «l'ascendance» et si la discrimination qui découle de ces institutions sociales répond à la définition de la «discrimination raciale», le terme «ascendance» est plus large et peut s'appliquer à d'autres situations, comme on le verra dans le présent document.

8. Selon la définition de l'article premier de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, l'expression «discrimination raciale» s'applique, entre autres, à toute distinction, exclusion, restriction ou préférence fondée sur l'ascendance. Comme l'a rappelé à plusieurs reprises le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, la discrimination fondée sur «l'ascendance» inclut la discrimination exercée à l'égard de membres de communautés établies selon des formes de stratification sociales, telles que les systèmes de caste ou des systèmes analogues de statut hérité, qui détruisent ou empêchent la jouissance des droits de l'homme dans des conditions d'égalité. La recommandation générale XXIX sur la discrimination fondée sur l'ascendance, adoptée par le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale le 22 août 2002, aide à mieux comprendre le sens de «l'ascendance» dans ce contexte et énumère les mesures que devraient prendre les États pour mettre fin à ce type de discrimination.

9. Le présent document a essentiellement pour objet d'identifier les communautés autres celles qui sont traditionnellement appelées «castes» dans les pays de l'Asie du Sud, dans lesquels la discrimination fondée sur l'emploi et l'ascendance continue d'exister. Pour établir le présent document, les auteurs ont examiné les sources primaires et secondaires disponibles mais, faute de ressources et de temps suffisants, ils n'ont pu faire une étude plus approfondie à l'échelle mondiale. Ils n'ont pas pu notamment examiner comme il aurait fallu les mesures d'ordre constitutionnel, législatif et administratif en vigueur visant à abolir cette discrimination. Ils n'ont pas pu non plus, faute de temps, engager le dialogue avec les États sur cette question. Toute nouvelle étude sur la question devra mettre l'accent sur ces aspects manquants. En conséquence, les «autres recommandations et propositions concrètes qui pourraient s'avérer appropriées pour éliminer effectivement une telle discrimination» que les auteurs sont en mesure de faire dans le présent document de travail élargi sont extrêmement limitées mais les lacunes à cet égard ont été, dans une large mesure, comblées par l'adoption par le CERD de la recommandation générale XXIX.

## **I. QUELQUES COMMUNAUTÉS TOUCHÉES EN DEHORS DE L'ASIE**

### **A. Groupes professionnels endogames en Afrique de l'Ouest (forgerons, potiers, griots, etc.)**

10. Les sources indiquent que l'on trouve des groupes endogames d'artisans et de musiciens dans plus de 15 groupes ethniques<sup>1</sup> et au moins 14 États modernes<sup>2</sup> d'Afrique de l'Ouest, qui représentent entre 5 et 20 % des populations concernées, et notamment des groupes de feronniers (ou «forgerons»), potiers, musiciens/poètes (ou «griots»), travailleurs du cuir, tisserands, barbiers/coiffeurs et autres. L'appartenance à ces groupes est héréditaire.

11. Diverses sources font état de l'ambivalence de la position sociale d'un grand nombre de ces groupes. Ils sont souvent considérés par la majorité non spécialiste comme étant «souillés» ou «impurs», bien que leurs fonctions soient souvent très valorisées ou même jugées

indispensables. Dans les sociétés traditionnelles, ils sont parfois considérés comme ayant des pouvoirs particuliers, liés à leur capacité de transformer des matériaux comme le minerai ou l'argile, «pouvoirs» considérés comme potentiellement dangereux pour autrui. Ils ont souvent des rôles importants dans les rites religieux ou quasi religieux, en particulier dans les cérémonies liées aux étapes de la vie. Il arrive que les pouvoirs et/ou l'impureté des membres de ces groupes soient considérés comme polluants pour autrui, en particulier lorsqu'il s'agit de groupes ayant des rôles dans les rites liés à la mort ou à la sépulture.

12. Étant donné le mélange de respect et de mépris que ces groupes inspirent généralement, l'endogamie est un principe fondamental et courant chez eux. Ceux qui n'en font pas partie évitent généralement de partager la nourriture de leurs membres, de pénétrer dans leurs quartiers d'habitation, et encore plus d'avoir des relations sexuelles ou de se marier avec eux.

13. En raison de ces différenciations, les membres de ces groupes se considèrent souvent eux-mêmes et sont considérés par autrui comme appartenant à une «race» ou à des «races» distinctes. De nombreux mythes concernant leur origine laissent entendre qu'ils descendent «d'étrangers» (de groupes ethniques conquis ou absorbés) ou évoquent des transgressions alimentaires ancestrales ou la malchance.

14. Un certain nombre d'autorités (y compris Mbow en 2000 et Kaba en 1997) ont décrit les stéréotypes liés à l'origine de ces groupes qui perdurent dans la vie sociale et politique moderne de la région et ont analysé leurs conséquences en termes de discrimination et de violation des droits de l'homme.

#### **B. Groupes de l'Afrique du Nord-Est (les Dime et autres groupes)**

15. Les écrits sur la question signalent que des groupes de population de l'Afrique du Nord-Est, en particulier dans le sud de l'Éthiopie, présentent des caractéristiques similaires en matière d'organisation sociale et quant à la discrimination fondée sur l'emploi et l'ascendance.

16. Todd (1977) s'est penché tout particulièrement sur le peuple dime du sud-ouest de l'Éthiopie en raison de sa division en «castes», les «castes» des chefs et des prêtres étant considérées comme «pures», les gens ordinaires comme «non purs» et les serviteurs attachés aux rituels, les chasseurs, les forgerons et les tanneurs comme «impurs». L'appartenance à ces groupes ou «castes» est héréditaire et ils sont idéologiquement endogames. L'endogamie est observée très strictement en ce qui concerne les groupes «impurs». Les deux groupes «purs» sont considérés comme ayant un accès privilégié aux dieux et aux esprits. Le pouvoir polluant prêté aux groupes «impurs» est très fort; il suffit qu'un forgeron passe dans un champ pour que la récolte soit polluée.

17. Même les spécialistes qui contestent l'emploi du terme «caste» dans le cas des communautés de la région (en particulier Pankhurst en 1999) ont évoqué la force de l'ostracisme social et de l'isolement endogame dont sont l'objet des groupes professionnels, comme les forgerons, les potiers et les chasseurs, ainsi que l'existence de notions comme la pureté ou la pollution touchant différents groupes ethniques de la région. Là où ils constituent un groupe endogame particulier, les chasseurs seraient les plus méprisés; on les distingue des autres groupes professionnels marginalisés et ils peuvent même être considérés comme des sous-hommes. Cependant, comme en Afrique de l'Ouest, le statut des groupes d'artisans du

nord-est de l'Afrique est aussi ambigu, ambivalent ou même double en ce sens qu'ils peuvent être méprisés, frappés d'ostracisme et craints tout en jouant souvent simultanément des rôles importants dans la société et dans les rites liés à la naissance, à la circoncision, à l'initiation, au mariage et aux funérailles.

18. Les mythes concernant l'origine des groupes d'artisans marginalisés de la région associent ceux-ci souvent à la nature et à la vie sauvage et même, dans des cas extrêmes, les décrivent comme étant issus de l'union avec des animaux. Ce type d'association est décrit par certains experts comme constituant une forme évidente de distanciation sociale et de légitimation idéologique de l'oppression. D'autres mythes liés à l'origine décrivent les groupes de chasseurs comme étant des groupes d'autochtones et les groupes d'artisans comme étant des migrants. D'autres récits encore attribuent la marginalité de ces groupes à une malédiction ancestrale dont ils auraient été l'objet à la suite de la transgression d'interdits alimentaires, sociaux ou religieux. Ces mythes apportent une justification quasi religieuse à la marginalisation desdits groupes.

19. Les auteurs du présent document ne disposent pas actuellement d'informations sur la puissance – en dehors du cadre des communautés traditionnelles – des stéréotypes associés à l'ascendance de ces groupes. Toutefois, si l'on en juge d'après ce qu'il en est concernant des groupes analogues dans la région de l'Afrique de l'Ouest, il semble raisonnable de penser que ces stéréotypes perdureront probablement.

### **C. Les Watta: anciens chasseurs-cueilleurs de l'Afrique du Nord-Est**

20. Les Watta, ou Waata Oromo, qui sont considérés généralement comme faisant partie des peuples borana ou gabre de l'Afrique du Nord-Est, étaient autrefois des chasseurs-cueilleurs. Ils sont éparpillés dans tout le nord du Kenya, le centre et l'ouest de l'Éthiopie et le nord de la République-Unie de Tanzanie.

21. Les Borana et les Gabre, qui sont des communautés dominantes de pasteurs, ont tendance à marginaliser et à frapper d'ostracisme les Watta en raison de leur activité traditionnelle en tant que chasseurs-cueilleurs. Les Watta sont considérés comme un groupe pauvre car ils n'ont ni bétail ni terres. La chasse ayant été interdite (en 1977 au Kenya et en 1996 en Éthiopie), ils se sont trouvés réduits à exercer des activités marginales et socialement peu valorisées, comme la fabrication du charbon de bois, l'approvisionnement en bois de chauffage et de construction et la mendicité.

22. Aux Watta sont associées des notions de pauvreté mais aussi d'impureté et de pollution. Des anciens de la communauté watta disent qu'ils sont considérés comme «impurs» pour avoir, dans les temps anciens, chassé et mangé des animaux «impurs» comme des porcs-épics ou des tortues. À l'inverse, le groupe borana dominant est appelé Borana Guttu («pure»).

23. Le mariage avec des membres de la communauté watta fait l'objet d'un puissant interdit social.

24. Toutefois, comme d'autres groupes marginalisés mentionnés ci-dessus, les Watta joueraient un rôle important et apprécié en tant que spécialistes des rites pratiqués lors des cérémonies liées aux phases importantes de la vie, organisées par les groupes dominants.

#### **D. Les groupes *sabs* de Somalie (Midgan-Madibhan, Tumal et Yibir)**

25. La société somalienne est décrite comme étant composée de clans hiérarchisés et segmentés selon une organisation patrilineaire. «*Sab*» est le terme collectif qui désigne les groupes professionnels de «basse caste» au sein de la société somalienne, appelés Midgan (ou Madibhan), Tumal et Yibir. Les groupes *sab* réunis ne représentent qu'une petite minorité, moins de 1 % de la population, dit-on.

26. Les Tumal sont traditionnellement des forgerons, les Yibir et les Midgan des chasseurs et des travailleurs du cuir. Les femmes midgan pratiquent également l'excision et exercent le métier de sage-femme auprès des clans somaliens dominants.

27. Les métiers exercés par les groupes *sab* sont généralement considérés comme étant polluants et les membres de ces groupes sont par conséquent considérés par les autres Somaliens comme étant devenus impurs. Cette vision peut également être liée au fait que les activités de certains de ces groupes dans le domaine de la chasse incluent l'abattage et l'ingestion d'animaux sans que soient respectés les principes d'abattage de la charia. Les groupes *sab* sont également craints et évités car ils ont la réputation de se livrer à des pratiques occultes.

28. Ceci fait que les mariages et les repas entre membres des groupes *sab* et les principaux clans somaliens sont rares. Les membres des groupes *sab* ne sont généralement pas autorisés à vivre dans les villages des clans nobles, à boire ou à puiser l'eau de leurs puits «purs» ou à utiliser leurs assiettes, tasses ou ustensiles.

29. Certains membres des Midgan et Yibir ont occupé des postes officiels importants sous le régime Barre et ont soutenu le régime lors de la guerre civile. Ils auraient ainsi fait l'objet de représailles de la part de mouvements rebelles lorsque le régime de Barre est tombé en 1991 et continueraient d'être victimes d'une discrimination active.

30. Des demandeurs d'asile se seraient fait passer pour des Midgan-Madibhan ou des membres d'autres groupes *sab* pour accroître leurs chances de voir leur demande aboutir. Par ailleurs, des *sab* réfugiés faisant partie de la diaspora somalienne continueraient d'être victimes de discrimination de la part de membres d'autres clans somaliens.

#### **E. Les *Akhdam* du Yémen**

31. Le terme *akhdam* signifie «serviteur» (singulier: *khadim*). Ils seraient environ 200 000 au Yémen aujourd'hui. D'après la tradition populaire, ils descendraient de soldats abyssiniens (éthiopiens) ayant envahi le Yémen au VI<sup>e</sup> siècle.

32. Les *akhdam* effectuent généralement les tâches les plus viles et les plus salissantes, y compris le ramassage des ordures ménagères, le balayage des rues et le nettoyage des toilettes et des égouts. On les appelle souvent les «nettoyeurs».

33. On les considère d'une manière générale comme étant sales, immoraux et dépendants. Ils sont encore plus bas dans la société yéménite que les anciens esclaves. Ils vivent généralement à part dans des taudis et l'usage social interdit formellement de se marier avec eux ou de les fréquenter.

34. D'après le Bureau du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) au Yémen, la «position de ce groupe au bas de l'échelle sociale tient à la situation professionnelle de ses membres ainsi qu'à leurs origines ethniques [supposées]»<sup>3</sup>. Hashem (1996) dit ceci:

«La plupart des chercheurs ne peuvent expliquer pourquoi les *akhdam* sont victimes d'exclusion depuis des générations; ils ne pensent pas qu'il s'agisse d'un phénomène de discrimination raciale. Il y a d'autres Yéménites d'origine africaine, y compris des descendants d'esclaves, qui sont pleinement intégrés à la société yéménite... Cependant, l'exclusion économique et sociale des *akhdam* semble continuer à être un élément héréditaire de leur condition.»<sup>4</sup>.

## **F. Les Osu en pays igbo**

35. Dans la société traditionnelle igbo, les Osu étaient des serviteurs dont le travail consistait à assister les grands prêtres dans les sanctuaires. Le statut d'Osu était conféré par transformation rituelle d'un Diala («né libre») à titre de sanction pour certaines infractions, pour avoir pénétré dans le sanctuaire (que ce soit sous la contrainte ou volontairement), à la suite d'un contact avec un Osu ou par naissance de parents osu.

36. Les interactions entre Diala et Osu étaient strictement réglementées par crainte des divinités au service desquelles se consacraient les Osu et par respect pour celles-ci. Le mariage, le partage de la table et tout autre contact direct avec un Osu étaient interdits. Il était interdit également à un Diala de répandre le sang d'un Osu. Quiconque violait ces règles devenait un Osu.

37. Nwaka (1985) décrit l'histoire du mouvement abolitionniste osu dans les années 1930 à 1950, mouvement qui a culminé en 1956 avec l'adoption de la loi sur l'abolition du système osu par la Chambre régionale orientale de l'Assemblée (sous le régime colonial).

38. Les rares sources existantes insistent sur la persistance de la stigmatisation dont sont victimes dès leur naissance les membres d'une lignée osu ou les personnes qui se marient ou ont des relations intimes avec un descendant d'osu.

39. Dike (2002) met tout particulièrement l'accent sur la persistance de l'«intouchabilité» des descendants d'osu et sur l'interdit social qui pèse sur le mariage ou les relations sexuelles avec l'un d'entre eux. Il décrit également la façon dont ces personnes sont privées de leurs droits politiques ainsi que des cas d'agressions dont les communautés osu sont la cible.

40. Des informations parues récemment dans la presse au Nigéria tendent à confirmer la persistance des préjugés et de la discrimination à l'égard des descendants des Osu<sup>5</sup>.

## **G. Les diasporas (en particulier de l'Asie du Sud, de l'Afrique de l'Ouest, de la Somalie et du Japon)**

41. Les auteurs n'ont pas pu, dans les délais impartis, examiner de manière détaillée la question de la discrimination fondée sur l'emploi et l'ascendance dans les diasporas du monde entier. Toutefois, il apparaît d'après le document de travail précédent et certaines des sources consultées au cours de l'établissement du présent document de travail élargi que c'est une question à laquelle il convient d'accorder une grande attention. Les sources auxquelles les



auteurs ont accès actuellement témoignent de la persistance d'une discrimination fondée sur l'emploi et l'ascendance dans certaines diasporas de communautés d'Asie du Sud, d'Afrique de l'Ouest, de Somalie et du Japon. Si tel est le cas, un certain nombre de gouvernements, autres que ceux des régions et pays mentionnés dans le présent document de travail élargi ou dans le document de travail initial, devront peut-être se pencher sur la question de la discrimination fondée sur l'emploi et l'ascendance. Cette question nécessite que d'autres recherches soient menées.

#### **H. Minorités ethniques victimes de discrimination liée à l'emploi ou l'ascendance**

42. Le présent document de travail élargi, en vertu du mandat conféré à ses auteurs par la Sous-Commission, pouvait aborder la situation des minorités ethniques victimes d'une discrimination découlant non seulement de leur appartenance à telle ou telle ethnie, mais aussi de la profession exercée par les membres du groupe. Certaines minorités ethniques marginalisées ont tendance à exercer de préférence certaines professions en raison de leur histoire, de leur culture, de leurs traditions ou de leur mode de vie. Par exemple, dans certains pays (en Europe de l'Est en particulier), les Roms/Sinti/gens du voyage ont souvent des métiers en rapport avec les arts et la musique. Toutefois, la question se pose de savoir si cette spécialisation professionnelle contribue à la discrimination et à la marginalisation dont ils sont victimes. Les métiers qu'ils exercent ne semblent pas être définis par la naissance ni associés à leur ascendance comme c'est le cas pour les autres groupes décrits dans le document de travail initial ou le présent document de travail élargi. Il conviendra d'examiner la question plus avant si ce sujet fait l'objet d'une autre étude.

43. D'après certaines sources, il semble qu'il y ait des divisions dans les groupes roms/sinti qui s'apparentent aux castes<sup>6</sup>. Cette question mérite également d'être étudiée plus avant.

### **II. CARACTÉRISTIQUES COMMUNES À DIFFÉRENTS CAS DE DISCRIMINATION FONDÉE SUR L'EMPLOI ET L'ASCENDANCE**

44. Un survol, même rapide, des écrits et autres sources d'information concernant les communautés mentionnées dans le présent document de travail élargi ou le document de travail initial fait apparaître des similitudes frappantes. Les auteurs présentent ci-après une analyse préliminaire des principaux points de similitude relevés en ce qui concerne les facteurs déterminants et les manifestations de la marginalisation des communautés concernées. Facteurs déterminants et conséquences sont examinés séparément mais les deux se chevauchent et se recoupent dans une large mesure.

#### **A. Facteurs déterminants**

##### **Ascendance: aspect héréditaire de l'appartenance au groupe**

45. Dans tous les cas considérés, l'ascendance est un élément à la base de la marginalisation des groupes concernés et de la discrimination dont ils sont victimes. On est membre du groupe marginalisé parce que l'on naît dans ce groupe ou parce que l'on fait partie de cette lignée (bien que dans le cas des Osu, ce statut pouvait autrefois être conféré pour d'autres motifs). On ne peut se défaire de ce statut de marginal par ses propres mérites ou réalisations, mais on peut, selon le contexte social, le dissimuler si la lignée à laquelle on appartient n'est pas connue car ce statut n'est ni généralement ni exclusivement associé à des caractéristiques physiques observables.

**Emploi: spécialisation professionnelle ou autre caractéristique en rapport avec le genre de travail ou d'activité**

46. Le deuxième facteur déterminant majeur est l'emploi ou le métier (bien que l'attribution d'un rôle professionnel puisse également être vue dans les cas considérés comme étant la conséquence de l'ascendance). Dans chaque cas, la marginalisation et la discrimination qui y est associée sont fortement liées aux professions (ou rôles professionnels traditionnels) des groupes concernés. Ces professions (ou rôles professionnels traditionnels) sont généralement considérés par les autres membres de la société comme étant impures et/ou subalternes. L'effet peut n'être parfois que résiduel car les membres des groupes marginalisés peuvent ne plus exercer ce type de profession. Dans certains cas, la marginalisation/discrimination est liée à un rôle joué dans le passé dans des rites ou pratiques religieuses associés à des «pouvoirs» occultes dangereux. Même si les rôles professionnels d'autrefois n'existent plus, la marginalisation résultant de l'association avec des activités traditionnelles stigmatisées peut avoir pour conséquence que les membres des groupes touchés sont relégués dans les tâches les plus subalternes, que ces emplois aient ou non un lien avec les rôles professionnels attribués autrefois.

**Isolement endogame**

47. L'isolement endogame précède l'appartenance héréditaire à tel ou tel groupe et peut donc être considéré comme étant une cause de ce type de marginalisation/discrimination. Mais il est aussi et surtout vu comme une conséquence, et la stigmatisation des groupes marginalisés fait que l'usage social interdit le mariage avec les membres de ceux-ci.

**Pollution/pureté**

48. La notion de pollution (sinon toujours son opposé, à savoir la pureté) est une notion que l'on retrouve très couramment dans les attitudes à l'égard des communautés concernées. Cette notion est souvent associée à des croyances concernant le caractère salissant et/ou rituellement polluant des rôles fonctionnels attribués à ces communautés (et peut ainsi être vue comme une conséquence ainsi que comme une cause de ce type de discrimination). Les membres de ces communautés sont généralement considérés comme étant eux-mêmes sources de pollution potentielle pour autrui. Dans d'autres cas, les comportements reposent sur des croyances liées au danger potentiel que représentent pour autrui les «pouvoirs» occultes exercés par des membres des communautés concernées, notamment lorsque les rôles qui leur sont attribués ont une importance sur le plan rituel ou religieux (notamment lorsqu'ils sont associés à la mort et à la sépulture).

**Classement hiérarchique**

49. Dans la plupart des cas décrits, il existe, explicitement ou implicitement, une forme ou une autre de classement hiérarchique dans la structure sociale concernée. Celui-ci peut prendre la forme des rapports hiérarchiques complexes des *jatis* en Inde ou d'une simple répartition entre «purs» ou «non purs» et «impurs» dans certains groupes africains. Cependant, il convient de noter que même dans le système des castes en Inde, le rapport hiérarchique entre les *jatis* n'est pas toujours clair et peut même changer avec le temps. Les conséquences qu'entraîne, sur le plan hiérarchique, la division entre «purs» et «impurs» dans d'autres communautés peuvent souvent être ambiguës et ambivalentes.

### **Sanction religieuse et mythes**

50. Si, dans le cas du système des castes en Asie du Sud, il y a un rapport très fort avec les prescriptions védiques de l'hindouisme, dans d'autres cas, le lien entre traditions religieuses et discrimination fondée sur l'ascendance est moins net. En ce qui concerne la discrimination exercée à l'égard des *Burakumin* au Japon, des rapports ont été faits entre les croyances shintoïstes concernant la pureté et l'impureté et des préceptes et pratiques bouddhistes<sup>7</sup>. Dans le cas des groupes africains marginalisés décrits dans le présent document, la sanction ou justification est fondée sur des mythes (liés par exemple à des transgressions alimentaires ou à d'autres fautes ancestrales ou malheurs) et/ou liée à des fonctions rituelles ou religieuses (actuelles ou anciennes) des groupes concernés.

### **Différences perçues sur le plan «racial»/ethnique**

51. Dans de nombreux cas, la croyance populaire attribue aux groupes concernés une origine «raciale» ou ethnique différente de celle de la communauté dominante (ce qui, dans la plupart des cas, est tout à fait discutable). En général, la croyance veut que les groupes marginalisés descendent de peuples conquis ou absorbés (c'est le cas en ce qui concerne les Dalits de l'Inde qui descendraient des Dravidiens déplacés lors des invasions aryennes, les *Burakumin* qui descendraient de populations autochtones du Japon ou les *Akhdam* du Yémen qui auraient des origines abyssiniennes), ou de migrants (comme dans le cas de certains groupes d'artisans endogames d'Afrique ou comme le veut la théorie sur les migrations coréennes concernant les origines des *Burakumin*) ou met l'accent sur leur appartenance à une lignée «raciale» ou ethnique différente.

## **B. Conséquences**

### **Ségrégation en matière de logement/résidence**

52. Par suite de l'isolement endogame et social des communautés touchées, la ségrégation dans le domaine du logement et de la résidence est relativement courante dans les cas décrits, tout au moins en ce qui concerne les communautés rurales ou traditionnelles. Les groupes touchés vivent dans des régions, quartiers ou logements parmi les plus pauvres et les moins bien desservis. Dans certains cas, la ségrégation dans ce domaine peut également être vue comme une cause. Dans le cas des *Burakumin*, par exemple, le fait de résider dans l'un des quartiers qui leur sont réservés est un critère clef pour l'identification de ce groupe (et donc de la discrimination exercée à son égard).

### **Autres formes de ségrégation sociale touchant le mariage, le partage des repas et l'accès aux lieux et services publics**

53. D'autres formes de ségrégation sont évidentes et sont l'expression très courante de la discrimination exercée à l'égard des membres des groupes décrits. L'interdiction par l'usage social du mariage avec des membres de ces groupes est une forme indéniable de ségrégation sociale étroitement liée à l'isolement endogame décrit ci-dessus comme étant une cause de discrimination. Les restrictions ou interdictions concernant le partage de la nourriture, de la boisson et des ustensiles avec des membres de groupes marginalisés sont également courantes et étroitement associées à la notion de pollution qui s'attache à ces groupes (ainsi que leur tendance

à polluer). Pour la même raison, une ségrégation s'exerce à leur égard pour ce qui est de l'accès aux lieux et services publics, y compris les puits publics et autres points d'eau, lieux de restauration publics et lieux de culte.

### **Aspects d'intégration sociale (divisions du travail ou rôles rituels valorisés)**

54. À certains égards, on peut dire de ces modes d'organisation sociale qu'ils favorisent l'intégration sociale par certains de leurs aspects, au moins sous leur forme traditionnelle initiale. On pourrait dire que c'est le cas de la division du travail qu'entraîne la spécialisation professionnelle héréditaire, qui protège les membres de ces groupes de la concurrence de membres d'autres groupes dans les sphères d'activité économique concernées. On pourrait dire cela aussi des rôles rituels/religieux valorisés qu'exercent traditionnellement les membres de certains de ces groupes. Toutefois, la dislocation des communautés traditionnelles et de leurs modes originels d'organisation sociale se traduit par la perte de ces aspects intégratifs tandis que demeurent généralement les aspects négatifs.

### **Pauvreté**

55. Le plus souvent, en raison de leur marginalisation et de la discrimination dont elles sont l'objet, ces communautés comptent parmi les plus pauvres au sein des populations dont elles font partie. On peut dire, dans certains cas, comme dans celui des Watta par exemple, que la pauvreté peut être en soi une cause de discrimination à leur égard.

### **Violence**

56. Dans de nombreux cas parmi ceux qui ont été décrits, les efforts déployés par les membres des communautés touchées pour améliorer leur statut et leur condition sociale et affirmer leurs droits ont suscité des réactions de violence. Cette réalité a été particulièrement bien documentée dans le cas des Dalits de l'Inde<sup>8</sup>, mais il semble aussi qu'elle concerne un certain nombre de communautés parmi celles qui ont été mentionnées.

## **III. CONCLUSIONS**

57. Les auteurs du présent document de travail élargi constatent que la discrimination fondée sur l'emploi et l'ascendance est beaucoup plus répandue qu'ils n'auraient pu le penser au départ. Ils pensent qu'un examen plus approfondi révélera l'existence d'autres exemples de communautés touchées par ce problème.

58. Cette forme de discrimination est différente, par sa combinaison de causes et de manifestations, d'autres formes de discrimination que la Sous-Commission a examinées depuis sa création. Toutes les causes et manifestations ne sont pas présentes, ou du moins pas au même degré ou selon les mêmes combinaisons, dans chacun des cas décrits. Toutefois, les auteurs estiment que cette forme de discrimination, fondée en particulier sur l'emploi (ou le rôle professionnel) et l'ascendance, doit être examinée de manière plus approfondie à la fois par les gouvernements des pays et par le système international des droits de l'homme, étant donné le nombre des personnes touchées et le caractère extrême d'un grand nombre des comportements et pratiques discriminatoires qui y sont associés.

#### IV. RECOMMANDATIONS

59. Si l'on tient compte des travaux importants déjà réalisés par le CERD en ce qui concerne la définition des mesures à prendre par les États tenus d'éliminer la discrimination fondée sur l'ascendance, la Sous-Commission pourrait concentrer ses efforts sur l'étude des situations dans lesquelles ce type de discrimination apparaît. C'est pourquoi, les auteurs présentent les recommandations ci-après pour ce qui est de la poursuite de l'examen de la question.

60. La Sous-Commission devrait envisager de demander l'établissement d'un troisième document de travail sur les questions qui ont été identifiées dans le présent document de travail élargi et qui restent à traiter, y compris, notamment, l'étude des mesures d'ordre constitutionnel, législatif et administratif en vigueur visant à abolir cette discrimination, sur la base d'un dialogue avec les gouvernements et des réponses fournies par ceux-ci.

61. La Sous-Commission devrait envisager, comme autre solution ou après l'établissement d'un éventuel troisième document de travail, de proposer la réalisation d'une étude aux fins de l'élaboration d'un ensemble de principes et directives visant à l'élimination effective de la discrimination fondée sur l'emploi et l'ascendance (et/ou d'une déclaration sur la discrimination fondée sur l'emploi et l'ascendance que pourrait adopter l'Assemblée générale), en consultation avec le CERD, l'Organisation internationale du Travail, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et d'autres organismes des Nations Unies concernés ainsi que des gouvernements et des organisations non gouvernementales.

62. La Sous-Commission devrait envisager d'inviter l'UNESCO, l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social et d'autres organismes des Nations Unies concernés à entreprendre des recherches pour permettre d'avoir une vision plus complète de la situation en ce qui concerne la discrimination fondée sur l'emploi et l'ascendance et des actions menées par les gouvernements à cet égard.

63. La Sous-Commission devrait envisager de proposer l'organisation d'un séminaire sur ce sujet, auquel participeraient des membres de la Sous-Commission, des membres du CERD, des membres d'autres organes conventionnels concernés, des représentants de gouvernements, d'organismes des Nations Unies concernés, de la Banque mondiale et d'autres organisations internationales ainsi que d'organisations régionales de développement et d'organisations non gouvernementales, pour mettre au point la base à partir de laquelle élaborer les principes et directives (et/ou la déclaration) proposés relatifs à l'élimination de la discrimination fondée sur l'emploi et l'ascendance.

64. La Sous-Commission devrait envisager de recommander à la Commission des droits de l'homme d'inviter ses mécanismes spéciaux compétents (en particulier le Rapporteur spécial sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée et le Rapporteur spécial sur le logement convenable) à porter leur intention, dans l'exécution de leur mandat, sur la situation des communautés touchées par la discrimination fondée sur l'emploi et l'ascendance.

65. La Sous-Commission devrait envisager de recommander au Haut-Commissaire aux droits de l'homme d'inclure la prise en considération de la discrimination fondée sur l'emploi et l'ascendance dans les activités du Haut-Commissariat, notamment celles qui portent sur l'assistance technique et les services consultatifs.

66. La Sous-Commission devrait envisager de recommander aux gouvernements concernés:

- a) De diffuser largement la Recommandation générale XXIX du CERD sur la discrimination fondée sur l'ascendance et de mettre en œuvre ses recommandations;
- b) De prendre des mesures appropriées ou de renforcer les mesures d'ordre constitutionnel, législatif et administratif en vigueur, pour interdire et éliminer effectivement la discrimination fondée sur l'emploi et l'ascendance;
- c) D'assurer des voies de recours appropriées, y compris une indemnisation, aux victimes de la discrimination fondée sur l'emploi et l'ascendance;
- d) De mettre en place, si cela n'a déjà été fait, des mécanismes d'action positive appropriés en faveur des membres des communautés touchés, en particulier dans les domaines de l'éducation et de l'emploi; et
- e) D'organiser des campagnes d'éducation et de sensibilisation du public, afin de susciter un changement dans les comportements à l'égard des membres des communautés touchées par la discrimination fondée sur l'emploi et l'ascendance.

### Notes

<sup>1</sup> Notamment, selon Tamari (1994), «les Mandingues, les Soninké, les Wolof, les Peuls, les Toucouleur, les Songhay, les Sénoufo, les Dogon, les Touaregs et les Maures».

<sup>2</sup> Le Mali, la Mauritanie, le Sénégal, la Gambie, la Guinée, la Guinée-Bissau, le nord de la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso, le Niger, l'est du Ghana, une partie du Sahara algérien, quelques endroits du nord du Cameroun, le Libéria et la Sierra Leone [selon Tamari (1994)].

<sup>3</sup> [www.undp.org.ye/Inequalities.htm](http://www.undp.org.ye/Inequalities.htm), site visité le 9 mai 2003.

<sup>4</sup> M. H. Hashem, *Goals for social integration and realities of social exclusions in the Republic of Yemen* (Institut international d'études sociales, Genève, 1996), p. 73.

<sup>5</sup> Par exemple, Kupoluyi, article publié dans *Punch* (Nigéria), 10 janvier 1996; T. Agbaegbu, «*Slavery in Igboland*» et «*Moves to Stop Slavery in Igboland*», News Watch online, 12 janvier 2000; A. Agbo, «*Citizens of a Strange Class*», Tell, 6 mai 2002; T. Okoli, «*Fear of the Unknown Hits the World*», This Day (Lagos), 9 mai 2003 (accessible en ligne à l'adresse suivante: <http://allafrica.com/stories/200305090543.html>).

<sup>6</sup> R. Lee, «*The Rom-Vlach Gypsies and the Kris-Romani*» (1997), *American Journal of Comparative Law*, vol. 45, 1997, p. 369 et 370.

<sup>7</sup> Par exemple, L. D. Alldritt, «*The Burakumin: The Complicity of Japanese Buddhism in Oppression and an Opportunity for Liberation*», *Journal of Buddhist Ethics*, vol. 7, 2000. (accessible en ligne à l'adresse suivante: <http://jbe.gold.ac.uk/7/alldritt001.html>).

<sup>8</sup> Voir par exemple Human Rights Watch «*Broken People: Caste Violence Against India's "Untouchables"*», Human Rights Watch, New York, 1999.

## ANNEXE

### Selected Bibliography

#### I. General

Human Rights Watch, *Caste Discrimination: A Global Concern* (New York, Human Rights Watch, 2001).

A. Stevens, "Discrimination Based on Descent in Africa" August 2002 (available on the website of the International Dalit Solidarity Network: [www.dalitfreedom.org](http://www.dalitfreedom.org)).

A. Tuden & L. Plotnicov (eds), *Social Stratification in Africa* (New York, The Free Press, 1970).

#### II. Endogamous occupational groups in West Africa (blacksmiths, potters, griots etc.)

O. P. Gosselain, "Castes, Pottery Technology and Historical Processes in the Mande Area, West Africa", unpublished manuscript.

S. Kaba, *Les droits de l'homme au Sénégal* (Dakar, Collection Xaam Sa Yoon, 1997).

P. Mbow, "Démocratie, droits humains et castes au Sénégal" (2000) *Journal des Africanistes* 70(1-2) 32-71.

P. McNaughton, *The Mande Blacksmiths: Knowledge, Power and Art in West Africa* (Indianapolis, Indiana University Press, 1993 [1988]).

J. Sterner, *The Ways of the Mandara Mountains: A comparative regional approach*, PhD thesis, SOAS, University of London, 1998.

J. Sterner & N. David, "Gender and Caste in the Mandara Highlands: Northeastern Nigeria and Northern Cameroon" (1991) *Ethnology* 30(4) 355-369.

T. Tamari, *Les castes de l'Afrique occidentale* (Nanterre, University of Paris, 1994).

T. Tamari, "The Development of Caste Systems in West Africa" (1991) *Journal of African History* 32(2) 221-250.

NGO submissions to CERD thematic discussion (August 2002) from Senegal, Niger and Guinea (available on the website of the International Dalit Solidarity Network: [www.dalitfreedom.org](http://www.dalitfreedom.org)).

### **III. Groups in North-East Africa (the *Dime* and others)**

H. S. Lewis, "Wealth, Influence, and Prestige Among the Shoa Galla" in A. Tuden & L. Plotnicov (eds), *Social Stratification in Africa* (New York, The Free Press, 1970) 163-186.

A. Pankhurst "'Caste' in Africa: The Evidence from South-western Ethiopia Reconsidered" (1999) 69(1) *Africa* 485.

D. Todd, "Caste in Africa" (1977) 47 *Africa* (4), 389-412.

### **IV. The *Watta*: former hunter-gatherers of North-East Africa**

I. K. Galgallo, "Minority Rights or Rights of Vulnerable Groups", Submission presented to the Constitution of Kenya Review Commission on 21 May 2002 at Isiolo Town, Kenya.

A. Kassam, "When Will We be People as Well? Social Identity and the Politics of Cultural Performance: The Case of the Waata Oromo of East and Northeast Africa" (2000) *Social Identities* 6(2) 189-206.

A. Kassam & A. B. Bashuna, "The predicament of the Waata, former hunter-gatherers of East and Northeast Africa: etic and emic perspectives", paper presented to Ninth International Conference on Hunting and Gathering Societies (CHAGS 9), Edinburgh, 2002.

NGO submission to CERD thematic discussion (August 2002) on the descent-based discrimination in Kenya (available on the website of the International Dalit Solidarity Network: [www.dalitfreedom.org](http://www.dalitfreedom.org)).

### **V. Somali sab groups (Midgan-Madibhan, Tumul and Yibir)**

Danish Immigration Service (Udlaendingestyrelsen), United Kingdom Home Office, and Dutch Immigration Service (Ministerie van Buitenlandse Zaken), Report on Minority Groups in Somalia - Joint British, Danish and Dutch fact-finding mission to Nairobi, Kenya, 17 to 24 September 2000 (Copenhagen, Denmark, December 2000), p. 125.

NGO submission to CERD thematic discussion (August 2002) on Somali outcast groups (available on the website of the International Dalit Solidarity Network: [www.dalitfreedom.org](http://www.dalitfreedom.org)).

### **VI. *Akhdam* of Yemen**

M.H. Hashem, *Goals for social integration and realities of social exclusions in the Republic of Yemen*, (Geneva, International Institute for Labour Studies, 1996).

Delores M. Walters, "Transforming Cultural, Racial and Gender Categories: An Ethnographic Update on Social Relations in Two Northern Yemeni Communities", *Yemen Update* 37 (1995): 6-9; [www.aiys.org/webdate/abs.html](http://www.aiys.org/webdate/abs.html).

"The Sweepers: Fighting Centuries Old Isolation", *Yemen Times* 10(36), 4-10 September 2000; [www.yementimes.com/00/iss36/culture.htm](http://www.yementimes.com/00/iss36/culture.htm).



## VII. Osu of Igboland

V. E. Dike, *The Osu Caste System in Igboland : A Challenge for Nigerian Democracy* (Kearney NE, Morris Publishing, 2002).

G. I. Nwaka, "The Civil Rights Movement in Colonial Igboland" (1985) *International Journal of African Historical Studies* 18(3) 473-485.

NGO submission to CERD thematic discussion (August 2002) on the Osu caste system in Nigeria (available on the website of the International Dalit Solidarity Network: [www.dalitfreedom.org](http://www.dalitfreedom.org)).

## VIII. Other specific communities

L. D. Alldritt, "The *Burakumin*: The Complicity of Japanese Buddhism in Oppression and an Opportunity for Liberation" (2000) *Journal of Buddhist Ethics* 7 (available online at <http://jbe.gold.ac.uk/7/alldritt001.html>).

J. B. Cornell, "'Caste' in Japanese Social Stratification: A Theory and a Case" (1970) *Monumenta Nipponica* 25(1/2), pp. 107-135.

Human Rights Watch, *Broken People: Caste Violence Against India's "Untouchables"* (New York, Human Rights Watch, 1999).

R. Lee, "The Rom-Vlach Gypsies and the Kris-Romani" (1997) 45 *American Journal of Comparative Law*, pp. 345, 369-370.

-----